

MICHEL KAZATCHKINE

Conseiller spécial du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, Senior Fellow au Global Health Centre de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève

Mesdames et messieurs, nous allons commencer. Cette deuxième session sur la santé s'intitule « La gouvernance mondiale et la santé publique ». Je souhaiterais dire, en introduction, que les problèmes de gouvernance de la santé et pour la santé ont pris une importance toute particulière dans l'agenda international avec la pandémie de Covid-19, ne fût-ce qu'en raison de la dimension géopolitique croissante de la santé mondiale. De nouveaux défis sont apparus en lien avec le nationalisme vaccinal, la diplomatie des vaccins et des masques, l'accès aux chaînes d'approvisionnement et la renonciation aux droits de propriété intellectuelle. À mesure que la pandémie progressait, la santé a cessé de relever du « soft power » pour devenir un enjeu économique et sécuritaire crucial, occupant une grande partie des délibérations des sommets régionaux, tels que ceux du Conseil de l'Europe, du G20, du G7 et de l'Organisation mondiale du commerce. De fait, toutes les réunions du Conseil de l'Europe, du G7 et du G20 ces deux dernières années ont inclus la santé dans leur agenda ou en ont fait l'une de leurs priorités.

En mai 2021, un rapport du Groupe indépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie (GIPR), auquel Anders Nordström et moi-même appartenions, a énoncé un certain nombre de recommandations. L'une d'elles concernait la gouvernance ; elle suggérait que pour que le monde soit mieux préparé face à l'avenir, nous devons élever le niveau du leadership en vue de formuler une réponse face aux menaces pesant sur la santé mondiale. Le groupe recommandait notamment la création d'un Conseil en charge des menaces sanitaires mondiales : une sorte de Conseil de sécurité mondial sur les menaces sanitaires, similaire à celui qui avait été négocié dans le domaine nucléaire après la catastrophe de Tchernobyl, pour assurer à l'avenir une action multisectorielle, placée sous le signe de la responsabilisation. Nous avons également évoqué le renforcement de l'indépendance de l'OMS et de sa capacité à réagir en cas d'urgence sanitaire. Plusieurs recommandations du groupe étaient similaires à celles issues d'autres groupes d'étude, comme le Groupe de haut niveau du G20 sur le financement de la préparation et de la riposte aux pandémies et la Commission Monti en Europe.

Où en sont ces discussions et ces négociations aujourd'hui ? Premièrement, des négociations multilatérales ont débuté à Genève aux fins de réviser la réglementation sanitaire internationale et d'établir un nouveau traité contraignant sur les pandémies, à la suite d'une décision de l'Assemblée mondiale de la santé en novembre 2021. Deuxièmement, les États-Unis associés à plusieurs autres pays et la Banque mondiale, ont lancé un appel à l'establishment et créé un nouveau mécanisme de financement en cas de pandémie. Ce mécanisme présente des avantages et des inconvénients que nous évoquerons peut-être



plus tard. Troisièmement, l'Assemblée générale des Nations unies a convoqué une séance extraordinaire sur la préparation et la riposte aux pandémies, qui se tiendra en 2023. Si vous vous en souvenez, la première session extraordinaire de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée au VIH et au SIDA, en 2001, avait représenté un tournant décisif dans la mobilisation mondiale contre la pandémie de SIDA. De même, en 2014, la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies concernant le virus Ebola avait entraîné une immense prise de conscience des responsables politiques et du public. Aujourd'hui, nous attendons avec impatience la résolution politique qui naîtra des négociations en cours pendant la session extraordinaire des Nations unies. Car nous œuvrons désormais à un niveau mondial, sans oublier que des changements structurels, institutionnels et politiques prennent également place au niveau régional, ce qui me semble très important. Comme l'a indiqué Juliette, durant la pandémie, l'Union africaine s'est rassemblée derrière le président Ramaphosa pour mettre en œuvre un plan d'approvisionnement en vaccins et fournitures médicales. Nous avons assisté à l'émergence d'un remarquable CDC Afrique, qui a joué un rôle de leader au niveau continental et mondial, et l'Union africaine a créé l'Agence africaine du médicament, sur le modèle de la FDA aux États-Unis ou de l'AEM en Europe.

Nous allons maintenant aborder ces problèmes au niveau mondial et régional. Nous disposons d'un remarquable panel aujourd'hui. Anders Nordström, de Suède, est ambassadeur pour la Santé mondiale ; il nous dira également un mot, peut-être, sur la présidence suédoise de l'Union européenne à venir. Le Dr Haruka Sakamoto est enseignante-chercheuse principale au National Graduate Institute for Policy Studies de Tokyo ; elle est en ligne. Bonjour, Haruka, et encore merci de vous joindre à nous. Le Dr Farida Al Hosani est la porte-parole officielle du secteur de la santé aux Émirats arabes unis. Lionel Zinsou est le coprésident de SouthBridge, le président de Terra Nova et l'ancien Premier ministre du Bénin. Enfin, Jacques Biot est l'ancien président de l'École polytechnique en France ; je lui ai demandé de nous offrir sa perspective en tant qu'observateur éclairé.